

Les jeux sont faits ! Faites vos jeux !

Dans une excellente analyse, lors d'un séminaire de réflexion organisé par l'Institut Thomas More, ¹ Pierre Manent dressait le constat attristant mais lucide que l'Europe était devenue une âme errante sans véritable avenir. Il est vrai qu'en reniant progressivement sa vocation première, celle qui porta pendant des siècles à la fois le « rêve grec » et « la promesse chrétienne », l'Europe a perdu progressivement ses racines et son âme. Elle a réduit son identité à une petite vision marchande de son espace-temps et est devenue profondément nihiliste. Certes depuis la seconde guerre mondiale cette zone de libre-échange compte parmi les plus florissantes du monde (22% du PIB mondial) avec des volumes de transactions qui sont considérables au regard du commerce mondial. Mais il faut bien l'avouer nous n'avons toujours pas de réponse à la question de Kissinger lorsqu'il demanda en 1970 : « *L'Europe quel numéro de téléphone ?* » Certains pourraient rétorquer que nous avons quand même un drapeau et désormais une monnaie commune. Nous avons surtout des leaders qui s'époumonent dans tous les sens pour trouver une éventuelle « sortie de crise » à l'impasse institutionnelle qui paralyse l'UE depuis l'été 2005. En fait nous n'avons toujours pas trouvé sur le fond les termes d'une ambition fédérative quant à notre destin. Le projet européen est sérieusement « *en panne* » et tout le monde ne fait que s'agiter autour d'un « *mini traité* » qui prend l'allure d'une « *peau de chagrin* »!

Il faut bien l'admettre le pouvoir reste entre les mains des pays souverains et l'Europe est toujours frappée d'impuissance sur le plan politique. Ce ne sont pas les tentatives de gesticulation du Président de la Commission Emmanuel Barroso qui changeront ce pathétique constat que tous les observateurs de la vie internationale ne cessent de faire. Nous n'avons toujours pas de diplomatie commune et encore moins une armée reconnue et respectée, tout juste des « *canada dry* » qui, s'ils sauvent la face, ne font guère illusion sur le terrain. Elles devraient constituer les clés de voûte de notre assurance-vie et les socles d'une véritable identité. Au lieu de cela nous continuons à fonctionner avec des dispositifs de

¹ Séminaire du 28 novembre 2007 sur « Identité et cultures européennes : le moment critique » avec Pierre Manent auteur de « La raison des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe » (Gallimard 2006) et Jean François Mattei auteur de « Le regard vide. Essai sur l'épuisement de la culture européenne » (Flammarion 2007)
<http://institut-thomas-more.org/showNews/161>

circonstances que nous dénommons pudiquement: « *Représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune* » ou « *Comité militaire* »... Les français, qui font partie des pères fondateurs, sont au cœur de ce paradoxe qui tue à petit feu le projet européen (avec entre autres, il faut bien le reconnaître, même si c'est justifié, le non partage des termes de la souveraineté du fait de notre vision exclusive et strictement nationale de l'utilisation de l'arme nucléaire).

Certes les dirigeants des pays européens ont réussi à sauver les meubles avec l'idée du « *mini traité* » pour essayer de rebondir après les votes négatifs des français et des néerlandais, auxquels il faut ajouter les désengagements danois et anglais, qui pèsent comme une fin de non recevoir des peuples. Tout ceci donne quand même l'impression que nous avons toujours peur d'affirmer les termes de notre leadership et d'exprimer notre volonté d'exister dans le concert des nations. Il faut avouer que les débats autour du projet de Constitution ont bien révélé la vacuité dans lequel le système s'est progressivement refermé. A force de complexifier les modes de fonctionnement de l'Union et de rendre incompréhensibles les réglementations européennes, une distance s'est installée entre les élites politiques et les peuples. La technocratie bruxelloise est bien obligée d'admettre qu'il y a sur le fond un véritable problème de lisibilité de ses actions et de pilotage du projet européen. Les politiques ont pour leur part acté du fait que cette formidable aventure de l'après-guerre, produit de la reconstruction, ne répondait plus au cahier des charges original et encore moins aux aspirations et attentes de leurs électeurs. Pourtant le navire poursuit sa route sans qu'il y ait un véritable pilote à la passerelle, même si Barroso se débat auprès des gouvernements pour relancer une réflexion de fond.

La dérive la plus flagrante est sans aucun doute cette fuite en avant que constitue l'élargissement du projet européen comme s'il s'agissait d'une course poursuite désespérée pour tenter de conjurer, sans trop savoir pourquoi du reste, la menace que constituerait implicitement l'élargissement de l'OTAN. En fait cette agitation communautaire montre qu'il n'y a pas de véritable stratégie. Plus grave cette dérive contient en elle-même des germes de crises qui seront lourds de conséquences si nous n'y prêtons pas attention. Le réveil de revendications identitaires, voire nationalistes, un peu partout en Europe (Catalogne, pays Basque, Ecosse, Flamand, Wallon, Lombardie...) constitue un signal fort de la remise en cause des modèles de gouvernance de l'après-guerre. Cette fragilisation du terrain, qui est la résultante de la fin de la sanctuarisation du théâtre européen avec la réunification allemande, est liée à l'exigence

qui est née dans les années 1990 de clarifier le projet politique avec un choix à faire entre une option fédéraliste ou une affirmation souverainiste.

En fait personne n'a voulu véritablement trancher et la confusion juridique entretenue par les experts et les technocrates l'a emporté sur le courage et le bon sens politique. Du coup toutes les régions ont saisi qu'elles n'avaient plus qu'à piller les caisses bruxelloises. C'est d'autant plus facile que tous les Etats européens ont désormais des marges de manœuvre réduites du fait de leurs déficits publics abyssaux pour assurer la paix sociale et civile. Nous sommes désormais confrontés à trois niveaux d'impasse avec : au niveau supranational une implosion du système communautaire empêtré dans ses contradictions institutionnelles, au niveau des états une neutralisation des gouvernements enlisés dans leurs contradictions internes et au niveau local une inflation des revendications régionales pour capter les moyens disponibles de la communauté². L'Europe est devenue un centre de ressources parafiscales, les Etats des centres de coûts, voire de pertes et les régions des centres de profit. Sans pilotage de l'ensemble, la cinétique naturelle de l'ensemble va vers une régression et un éclatement du système qui tire les intérêts vers le bas.

« *Plus jamais la guerre !* ». N'oublions pas que c'est sur ce magnifique mais aussi angélique rêve de pacification que c'est ancré le rêve européen. Il s'est aussi développé sur une certaine haine de soi du fait de ce deuil jamais fait de tous ces génocides et de toutes ces défaites tragiques qui ont marqué cette période. Les peuples n'oublient pas cette terrible épreuve de l'histoire contemporaine même si les politiques, en dehors de la question de la Shoah, sont devenus amnésiques en pratiquant la langue de bois de leurs technostructures. De ce fait nous n'avons plus envie d'aller sur ce champ exigeant que constitue « le politique » en nous battant pour des valeurs existentielles et spirituelles. Nous avons peur de mourir de nouveau pour des causes que nous considérons inutiles, nous voulons désormais jouir des dividendes de la paix et ne plus avoir à trancher entre des questions existentielles. Nous ne voulons plus en effet de ce « rêve grec » qui a rendu l'homme libre, prémisses du modèle démocratique, et de cette « promesse chrétienne » qui a enfanté cette espérance universelle dont nous sommes issus et qui furent à l'origine de toute notre créativité. Nous préférons désormais nous limiter aux jouissances immédiates de l'ordre marchand en nous vautrant dans les futilités et la virtualité des retours sur investissement de la mondialisation. Le système tourne en boucle fermée autour de petits

² le budget d'engagement de l'Union Européenne pour 2007 est de 126,5 milliards d'euros

modèles économétriques sans finalité et le bateau ère ainsi emporté par l'ivresse de son apparence de prospérité et de fausse paix. Aujourd'hui les peuples affirment leur désenchantement alors que le pape Benoît XVI envoie un signal très fort avec son encyclique sur l'espérance. Telle est l'Europe en ce début de siècle, partagée entre le déni de son passé mortifère et l'aspiration à un autre destin plus audacieux et enthousiaste.

En fait la situation est beaucoup moins sereine qu'il n'y paraît. Les vieux démons se réveillent et l'histoire de ce bout de continent se reconfigure à grande vitesse. En toile de fond le paysage stratégique est marqué par une démographie sinistrée, une immigration considérable pour compenser l'absence de jeunesse et un hédonisme pathétique de populations vieillissantes attachées à leurs avantages acquis. Sur le plan conjoncturel tous les fondamentaux sont atteints par des mouvements de fond sur lesquels nous n'avons pas de prise : qu'il s'agisse de l'effondrement du dollar pour permettre aux américains de tenir la bataille engagée avec la Chine sur les rives du Pacifique, de la hausse durable des matières premières fossiles, minérales et agricoles, des effets collatéraux de la crise des « *subprime* » sur l'ensemble de notre système financier et bancaire. Notre prospérité et notre sécurité sont remises en cause brutalement un peu partout sans que nous puissions réellement réagir. Cela se traduit par des diktats à l'Est du nouveau tsar Poutine sur les prix de l'énergie, à l'Ouest par l'imprimatur de la FED sur les marchés financiers, au Sud par la haine des populations arabo africaines à la moindre défaillance de nos dispositifs humanitaires ou militaires diplomatiques et au Nord par l'excitation des écologistes si l'on en juge par la menace suprême que revêt le réchauffement climatique sur l'avenir du Groenland... Au milieu de tout cela nous avons le summum de l'aberration avec l'implosion de la Belgique. Depuis plus de six mois le pays fonctionne sans gouvernement et s'enfonce dans un chaos politique indescriptible. N'oublions pas qu'au centre des querelles identitaires qui agitent les communautés flamandes et wallonnes nous avons les quartiers généraux de deux organisations très sensibles, à savoir celui de l'Union Européenne avec ses commissions à Bruxelles et celui de l'OTAN avec le SHAPE³ à Mons... Mais pour beaucoup d'experts il n'y a pas lieu de s'inquiéter la Belgique a toujours su trouver un compromis salvateur autour de la couronne. Les mêmes analyses circulaient dans les couloirs des chancelleries pour l'ex-Yougoslavie au moment de la mort de Tito....

Pour autant, cette crise belge qui fait sourire tous les européens ne peut pas être prise à la légère. Rien ne semble résister aux pulsions des

³ SHAPE : Supreme Headquarters Allied Powers Europe

six millions de flamands dont l'arrogante prospérité financière et commerciale, fruits de la mondialisation, condamne sans appel les effets de la désindustrialisation sur la mentalité socialisante des cinq millions de francophones. La constitution belge ne peut rien contre ces différents quasi ethniques. Pourtant tout le monde avait ri devant l'émission spéciale ou la TV belge avait fait un canular sur la scission de la Belgique il y a un an. Le directeur de l'émission « *bye- bye belgium* » a été rattrapé par la réalité qui a de loin dépassé la fiction. Pourtant l'intéressé a été vivement critiqué pour son outrecuidance, on devrait dire son devoir d'interpellation. Aujourd'hui nous assistons à des scènes impensables avec une prise de force du pouvoir un peu partout par des flamands qui vont jusqu'à interdire aux wallons de pratiquer le français. Ils désirent que la présence francophone disparaisse et que la population pratique le néerlandais. D'un côté on voit le développement de ghettos et de l'autre la constitution de simili colonies. Pourquoi pas dresser un mur entre les populations... ? Ceci met en exergue l'action d'extrémistes qui s'acharnent sur l'autre communauté. Du coup des dirigeants se prononcent pour une séparation de fait des deux régions, les flamands en ayant assez de financer les francophones.

Pour l'instant il reste un seul Etat mais deux communautés qui sont très éloignées. Que peut-il se passer au pays de Tintin et des fortunes délocalisées ? Les scénarios les plus inconcevables circulent ici et là : les flamands rejoignant le prince d'Orange en ralliant les peuples du Nord et la vieille architecture politique de Charles Quint, les wallons souhaitant un rattachement à la France en demandant que le principe d'ingérence puisse leur être appliqué ? Nous faudra t'il rejouer alors la bataille de Maastricht, celle de 1673 ou Maurice de Saxe permit au Roi Soleil de conclure le traité d'Aix la Chapelle, pas celle bien entendu de Mitterrand qui nous installa dans l'illusion européenne. Tout ceci est bien entendu inconcevable et nous ne sommes plus au temps de la guerre de succession d'Autriche. Mais l'émission belge était tout aussi inconcevable, du moins inconvenable pour les bons esprits. Pourtant d'autres régions revendiquent leur séparation pour des raisons similaires. L'Espagne est dans cet esprit très marquée par le même type de pulsions avec la Catalogne et le pays Basque mais en plus meurtrier.

Au-delà les risques de partitions territoriales, nous ne pouvons pas être insensibles aux remises en cause dans un autre ordre d'idée des programmes qui servent de socle au projet européen. Il est clair que la chancelière Angela Merkel, soutenue par tous les lobbies d'outre Rhin, a décidé de faire une OPA sur les grands postes budgétaires européens et

d'en réorienter l'affectation. Il suffit de suivre les impulsions qu'elle a données à certains agendas au cours de sa présidence : Qu'il s'agisse de l'avenir de la PAC, des dossiers industriels, de la relation Euro-africaine pour comprendre qu'elle ne prend plus d'égard pour conserver les équilibres d'hier. Il faut bien avouer qu'ils sont très coûteux pour les allemands et qu'ils ne répondent absolument plus à leurs impératifs. Déjà ils furent obligés de payer seuls la réunification dans l'indifférence totale des autres pays membres, ce qu'ils firent avec rigueur et détermination. Puis ils furent contraints de digérer toutes leurs contradictions internes, de réorienter leurs stratégies économiques et industrielles, d'assainir leurs comptes pour respecter les normes européennes. Depuis 10 ans ils ne cessent de se donner les moyens pour faire face aux enjeux de ce nouveau millénaire tant en terme de compétitivité, avec la montée en puissance de l'Asie, que de sécurité, surtout avec l'arrivée d'un nouveau tsar particulièrement ambitieux à l'Est. Il est clair qu'aujourd'hui l'ambition de l'Allemagne est de consolider ce Mittle-Europa qui constitue son espace vital et stratégique. Elle le fera en brisant le couple franco-allemand si la France ne comprend pas qu'elle doit se mettre au même diapason en réglant son problème de déficit public, d'endettement et en revoyant ses prétentions sur un certain nombre de dossiers stratégiques (cf. la gouvernance d'EADS, Airbus, le nucléaire, les dossiers militaires...).

Nous sommes en effet loin de ce temps où Metternich disait « *Quand Paris s'enrhume l'Europe prend froid !* ». Certes les français ont dans ce jeu de poker des cartes qu'ils jouent avec brio et sans scrupule pour contrebalancer les nouvelles prétentions du « *Saint Empire germanique* ». Lorsqu'ils annoncent sur le flanc sud de l'Europe la création d'une Union de la Méditerranée, ils s'imposent politiquement pour exister dans les nouveaux jeux qui émergent en tentant de récupérer ainsi une partie du pactole. Après tout ils font comme les allemands dans les Balkans au moment de la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie par la communauté internationale, ils manœuvrent et demandent la permission après en jouant d'amalgames historiques. C'est le cas avec ce discours français qui positionne la réconciliation franco-algérienne à l'aune de ce qui fut entrepris par le général de Gaulle et le chancelier Konrad Adenauer il y a un demi-siècle. Comme le disent les anglais avec beaucoup d'amusement « *Game is over !* ». La seule question que l'on pourrait être en droit de se poser est de savoir si ces nouvelles alliances sont en accord avec l'identité européenne ou s'il s'agit seulement de partenariats régionaux instrumentalisés pour des fins médiatiques. Autant il est plus

facile aux allemands de revendiquer l'appartenance européenne des PECO⁴ de par leurs racines chrétiennes, autant il va être plus difficile aux français de justifier le rapprochement politique et interculturel avec les pays du Maghreb et encore plus avec ceux de la Méditerranée orientale. Il suffit de voir l'extrême sensibilité du dossier turc pour s'interroger sur le fond de cette stratégie d'ouverture au Sud, même si elle se justifie économiquement. En effet si elle ne pose pas de question fondamentale pour les milieux d'affaires, qui sont toujours favorables à l'élargissement des zones de libre-échange, il n'en n'est pas de même pour les peuples qui ne souhaitent pas fondre leurs cultures et leurs identités dans celle du plus dominant. En l'occurrence si sur le centre Europe la culture dominante est bien celle de la Germanie chrétienne et industrielle, il faut être conscient que celle qui émerge sur les rivages de la méditerranée est celle d'un islam en crise avec une démographie galopante. Celle-ci constitue une arme qui va bien au-delà l'économique au travers des migrations sud nord que nous n'arrivons plus à endiguer.

Entre le recentrage allemand et l'agitation française il y a comme toujours dans l'histoire européenne les deux jokers que constituent la politique britannique et la stratégie russe. L'Anglais est un maître en termes de duplicité et le Russe en termes de combinaisons ! Les deux ont toujours été redoutables sur le plan géostratégique. Ils bénéficient en plus depuis cinq ans de grandes liquidités, les premiers parce qu'ils savent plus que quiconque en Europe capter la valeur ajoutée des marchés financiers, les seconds parce qu'ils bénéficient d'une rente de situation exceptionnelle avec leur économie pétrolière et surtout gazière. Poutine qui a su sortir son pays de l'implosion des années 90 a de grandes ambitions pour sa sainte Russie. Pour devenir Tsar, bien au-delà le contrôle qu'il a sur les anciens circuits tout puissant du KGB, il doit redonner au complexe militaro-industriel qui contrôle le terrain de nouvelles lettres de noblesse. Fort de son cash, il n'hésitera pas à ramasser les actifs intéressants franco-allemands en particulier dans l'aéronautique, le spatial et l'armement. Angela Merkel le sait et ne peut l'admettre. Pour cela elle a besoin d'une alliance forte avec la France pour résister, ce qui n'est pas le cas actuellement compte tenu de la situation économique et financière française. C'est pour cette raison qu'elle n'hésitera pas à briser le pacte pour retrouver une capacité de manœuvre sur son front oriental, y compris en jouant le nationalisme allemand contre le spectre de la pieuvre russe s'il le faut. Elle sait de quoi elle parle, elle l'a vécu en Allemagne de l'Est quand Poutine dirigeait les opérations clandestines du KGB en RDA.

⁴ PECO : Pays d'Europe Centrale et Orientale

Elle connaît son adversaire politique mieux que quiconque. Mais celui-ci pour avoir les pleins pouvoirs doit aussi resacraliser son pays et il n'hésite pas à remettre l'église orthodoxe au centre de la vie du monde slave. Signal très clair qu'il donne à la vieille Europe depuis le mois d'octobre lorsqu'il envoie le Patriarche Alexis II de Moscou, le chef de l'église orthodoxe russe, rencontrer tous les dirigeants français, allemands et ceux du Conseil de l'Europe. Dans cette perspective l'indépendance du Kosovo est une bombe à retardement que peu perçoivent. Ce sera sûrement le premier dossier crucial (et bien au-delà l'affaire bosniaque) qui posera sérieusement la question identitaire européenne face à l'affrontement décisif du vieux monde slave face au jeune monde musulman. Que fera la vieille Europe chrétienne au milieu de cet imbroglio historique sous commandement américain et sans stratégie sécuritaire?

Pendant ce temps à l'autre bout du monde, je devrais dire au centre du nouveau monde, la Chine et l'Inde continuent leurs fulgurantes progressions. Chaque jour la Chine rajoute un milliard de dollars à ses réserves de devises quand nous dépensons l'équivalent en grèves pour satisfaire des syndicats marginaux, ou en ristournes pour placer nos contrats coûte que coûte à l'international afin de soutenir la dimension régaliennne de notre commerce extérieur (aéronautique, nucléaire, armement...). Pourtant nombreux sont ceux qui nous demandent de clarifier nos comportements et notre projet européen. Le dernier en date est le président sénégalais Wade lors du sommet Euro-africain lorsqu'il a dit à nos dirigeants de « *revoir leur copie* » « *de se mettre à l'heure avec l'histoire* », et de ne « *pas être étonnés si les chinois nous remplaçaient* », tout en rejetant les nouveaux accords commerciaux proposés par l'UE. Pourtant l'Europe a eu plein de prétextes pour sortir de sa torpeur politique et de sa nonchalance bureaucratique : les événements en ex-Yougoslavie, la reconstruction de l'Europe centrale, la lutte contre le terrorisme, les grands projets autour de la connaissance.... Que sais-je. Chaque fois ce fut la même dérive : indifférence des peuples et autisme technocratique. Aujourd'hui il est indispensable d'aller au bout du raisonnement et de choisir entre des logiques fractales que l'on voit poindre sur de nombreux territoires et des exigences stratégiques qui nécessitent de rebattre le jeu de carte rapidement. Pour cela il ne faut pas avoir peur des initiatives audacieuses. La France qui va prendre la présidence de l'Union au second semestre 2008 aura à mettre son empreinte au milieu d'un maelstrom de mouvements de fond économiques, monétaires et géostratégiques qui ne sont pas neutres, surtout pour les allemands.

Quelle sera la résistance du couple franco-allemand ? Que feront les britanniques et les russes face aux opportunités offertes par les vacuités actuelles ? Comment vont se positionner les petits pays aux grandes ambitions dans les jeux de chaises musicales qui se dessinent ? Ils ont fait la démonstration qu'ils étaient moins compliqués que nous et surtout plus rapides et déterminés pour prendre des places vacantes ou disponibles. Nous ne pouvons pas les sous-estimer. En fait nous ne pouvons sous-estimer personne car le jeu n'a jamais été aussi ouvert. L'Europe est désormais comme un grand casino où le croupier est toujours américain, la banque de plus en plus sous contrôle de fonds souverains chinois, arabes et russes, quant aux joueurs ils sont divisés avec d'un côté de vieux administrateurs encore riches et de l'autre de nouveaux entrants « *qui ont faim* ». A la table du Casino coule le meilleur champagne, car la vie est belle en Europe. Tous les joueurs jouent la surenchère avec des annonces toujours plus flamboyantes afin d'essayer de deviner ce que va être le jeu du plus riche : l'allemand. Celui-ci sait qu'il peut désormais beaucoup gagner ou tout perdre. Son azimut est sur Moscou et pas sur Paris. Il est prêt à tout sauf à se faire ruiner par les autres joueurs, encore moins par le français dont il connaît l'impétuosité et la fébrilité, le tout pour le plus grand plaisir des banquiers et du croupier qui touchera de toute façon son pourboire... Mais comme l'écrit Cocteau : « *le tout dans l'audace c'est de savoir jusqu'où on peut aller trop loin* ».

Jean Paul II dans son appel aux jeunes générations au moment de la chute du mur avec son célèbre « *n'ayez pas peur !* » avait ouvert une brèche dans ce sens. Benoît XVI avec son encyclique récidive en donnant un nouveau souffle spirituel et de la hauteur de vue au message initial. Il reste désormais à inventer sur le plan politique un nouveau « *grand jeu* » qui soit à la hauteur de notre destin collectif pour sortir du dédale institutionnel actuel. Mais pour cela ne faudrait-il pas relire ce que fut le mythe d'Europe, de son fils Minos et de Thésée. Pour le moment notre continent a enfanté, comme Pasiphaé la femme de Minos, un nouveau minotaure⁵ qu'il faut nourrir régulièrement avec la valeur ajoutée de nos

⁵ Dans la Mythologie Grecque (voir l'Enéide de Virgile) le Minotaure est né naît de l'union entre Pasiphaé, fille d'Hélios et épouse de Minos (fils d'Europe) roi de Cnossos, et un taureau blanc envoyé par Poséidon. Pasiphaé, maudite par Poséidon parce que Minos refusait de lui sacrifier le taureau qui lui était promis, cherche à s'accoupler avec l'animal. Elle y parvient grâce à un simulacre de vache que lui confectionne Dédale. Honteux de la progéniture, Minos fait enfermer le fruit de cette union dans le fameux Labyrinthe, bâti par le même ingénieur. Dans ce palais étaient amenés sept jeunes gens et sept jeunes filles les jeunes gens qui constituaient le triste tribut humain payé par Athènes, et qui finissaient dévorés par le monstre. Une année, Thésée, fils d'Égée, embarque parmi les

peuples. Espérons qu'un nouveau Thésée puisse, grâce au fil magique d'une nouvelle Ariane, nous sortir du dédale et mettre fin à cette malédiction qui semble peser sur ce bout de continent pourtant « *béni des Dieux* ». Il y a parfois dans la mythologie grecque des enseignements pleins d'espoirs et dans les encycliques des messages pleins d'espérance que nous devrions beaucoup plus méditer.

Xavier Guilhou⁶

Décembre 2007

jeunes gens destinés au sacrifice. Thésée tue le Minotaure et parvient à s'échapper du labyrinthe, aidé par Ariane la demi-soeur du Minotaure, fille de Minos.

⁶ Président de XAG Conseil et auteur de « Quand la France réagira... » Eyrolles février 2007
www.xavierguilhou.com